

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°637 – 10 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Progression de l'activité économique dans l'UEMOA en mai 2026

Selon le dernier bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO, les principaux indicateurs de l'UEMOA [ont continué](#) de progresser en mai 2026. L'indice de la production industrielle a ainsi augmenté de 8,5 % en glissement annuel (g.a) et celui des services financiers de 14,8 % en g.a. De même, les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et dans les services marchands ont progressé respectivement de 3,5 % et 5,3 % en g.a. Toutefois, l'indicateur moyen du climat des affaires se situe à 100,6, en baisse de 0,7 point en g.a. Les baisses les plus importantes ont été enregistrées au Sénégal (-2), au Togo (-0,9) et en Côte d'Ivoire (-0,7). Enfin, le taux d'inflation en mai 2026 au sein de l'UEMOA se situe à 0,4 % en g.a, en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à avril 2026. Cette légère hausse des prix résulte de la baisse des prix des produits alimentaire (-0,3 % en g.a), compensée par la hausse des coûts des transports (+0,4 % en g.a) et du logement (+0,3 % en g.a). L'inflation au sein de l'Union [s'élèverait](#) à 1,6 % en moyenne annuelle en 2026, selon le rapport sur la politique monétaire de la BCEAO de juin 2026.

Bénin

Réduction des redevances des marchés urbains et régionaux

Le 1^{er} juillet 2026, le gouvernement béninois a [annoncé](#) une réduction, allant de 15 % à un peu

Le chiffre à retenir

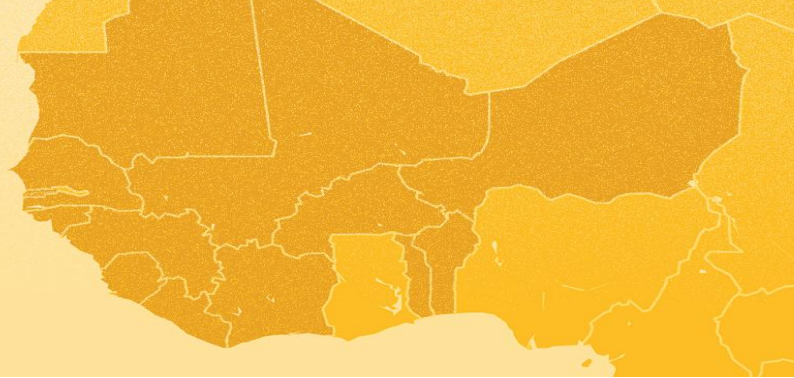
0,4 %

Le taux d'inflation en g.a dans la zone UEMOA en mai 2026

plus de 30 %, des redevances applicables aux espaces marchands dans l'ensemble des marchés urbains et régionaux du pays. À titre d'exemple, certaines mensualités passent de 18 000 FCFA (27,4 EUR) à 12 000 FCFA (18,3 EUR), soit une diminution de 33,3 %. Cette décision vise à soutenir les activités commerciales, favoriser une meilleure inclusion économique et améliorer le recouvrement des droits dus. Elle fait suite aux préoccupations exprimées par les commerçants relatifs aux montants des redevances, jugés élevés malgré les subventions déjà accordées par l'État.

Investissements dans les filières agricoles d'exportation

Le 3 juillet 2026, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche [a effectué](#) une visite de supervision de deux infrastructures en cours de réalisation dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité des filières agricoles et à la diversification des exportations (PACOFIDE). Le projet prévoit la mise en service, dans la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé, d'une unité de production de 13,5 M vitroplants par an destinés notamment aux filières ananas et anacarde, afin d'améliorer les rendements et la qualité du matériel végétal. Il comprend également la construction d'un quai fruitier à



l'aéroport international Bernardin Gantin de Cotonou, doté d'infrastructures de stockage et de conservation frigorifique, capable de traiter jusqu'à 736 palettes de fruits destinés à l'exportation. En complément, 1 000 ha de l'ancien site de l'aéroport de Glo-Djigbé seront aménagés en champs de démonstration et de multiplication des nouveaux vitroplants d'ananas avant leur diffusion auprès des producteurs.

Burkina Faso

130 M EUR pour financer 4 projets industriels et miniers grâce au Diaspora Bond

Le 6 juillet 2026, le gouvernement burkinabè [a signé](#) quatre conventions de financement d'un montant total de 85 Md FCFA (129,6 M EUR), financées par les ressources de l'emprunt obligataire "Diaspora Bond – Emprunt Patriote", qui a permis de mobiliser 151 Md FCFA (230,2 M EUR) entre le 6 mai et le 6 juin 2026, sur le marché financier régional de l'UEMOA. Les financements comprennent 15 Md FCFA (22,9 M EUR) en faveur de CIM SAHEL pour accroître les capacités nationales de production de ciment, 30 Md FCFA (45,7 M EUR) destinés à la brasserie SN BRAFASO pour la construction d'une unité industrielle à Bobo-Dioulasso devant générer des emplois, ainsi que 40 Md FCFA (61 M EUR) accordés à la Société de participation minière du Burkina (SOPAMIB), répartis à parts égales entre les mines de Perkoa et de Taparko, afin de soutenir leur relance.

Présentation de la trajectoire budgétaire 2027-2029 et adoption de réformes institutionnelles et bancaires

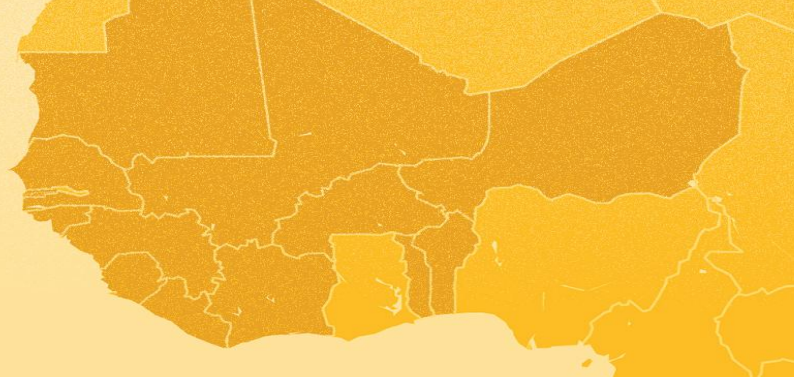
Le 26 juin 2026, le gouvernement burkinabè [a présenté](#) devant l'Assemblée législative du Peuple (ALP), le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle

(DPBEP) 2027-2029, qui fixe les orientations du budget de l'État pour la période. Le scénario de référence prévoit des recettes budgétaires de 3 924,3 Md FCFA (6 Md EUR) en 2027, 4 328,8 Md FCFA (6,6 Md EUR) en 2028 et 4 686,4 Md FCFA (7,1 Md EUR) en 2029, soit une progression annuelle moyenne de 9,3 %. Au cours de la même séance, les députés ont adopté le projet de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes ainsi que le projet de loi portant réglementation bancaire. La première vise à harmoniser le cadre juridique applicable aux autorités administratives indépendantes, à renforcer la transparence et le contrôle de ces institutions. La seconde transpose dans le droit national la loi uniforme portant réglementation bancaire adoptée par l'UMOA en 2023 et élargit notamment son champ d'application aux entreprises de technologie financière (FinTech).

Côte d'Ivoire

80 Md USD mobilisés auprès des partenaires au développement pour le PND 2026-2030

Le gouvernement ivoirien [a organisé](#) les 8 et 9 juillet 2026 à Abidjan la réunion du Groupe Consultatif du [Plan National de Développement](#) 2026-2030 (GC PND). La mise en œuvre du PND 2026-2030 requiert un niveau d'investissement estimé à 114 838,5 Md FCFA (175,1 Md EUR), dont 70,2 % attendu du secteur privé. Le besoin de financement public est ainsi estimé à 37 933,1 Md FCFA (51,8 Md EUR), avec 29 794,8 Md FCFA (45,4 Md FCFA) à mobiliser sur les marchés financiers régional et international, et 11 138,2 Md FCFA (17 Md EUR) prévus pour être mobilisés à travers le Groupe consultatif. C'est ainsi qu'à l'issue de la première journée, consacrée aux partenaires au développement institutionnels et faisant intervenir plus de 3000 participants provenant de 49 pays, les intentions de financement enregistrées [se sont élevées](#) à 80 Md USD



(70 Md EUR), soit environ quatre fois l'objectif de mobilisation,. La deuxième journée [était réservée](#) aux investisseurs privés, avec plus de 700 investisseurs présents.

114,7 M EUR de la BIDC en faveur de 3 projets en Côte d'Ivoire

Le Conseil d'administration de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) [a approuvé](#), lors de sa 99^e session ordinaire du 6 juillet 2026, trois opérations de financement à destination de la Côte d'Ivoire pour un total de 114,7 M EUR, destinées à soutenir les infrastructures, le logement, la santé, le secteur minier et l'intégration régionale. Les projets comprennent une ligne de crédit de 10 Md FCFA (15,2 M EUR) à la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire pour le financement du logement et des PME du secteur, un financement de 80 M EUR pour la construction et la maintenance de l'hôpital régional de Ferkessédougou en Côte d'Ivoire (150 lits) et 12,8 Md FCFA (19,5 M EUR) pour la rénovation de l'immeuble Symphonie à Abidjan. Ces financements s'inscrivent dans la stratégie GRO (Croissance, Résilience et Optimisation) de la BIDC, axée sur les infrastructures, le capital humain, le développement du secteur privé et l'intégration régionale.

Mise en service de la centrale solaire de Ferkessédougou d'une capacité de 52 MW

La centrale photovoltaïque "Ferké Solar", située à Ferkessédougou, [a été](#) mise sous tension le 3 juillet 2026. Développée par PFO Énergie en partenariat avec Vinci Énergies, cette infrastructure de 52 MW, réalisée en 13 mois sur un site de 70 ha, a mobilisé un investissement de 41 Md FCFA (62,5 M EUR), financé par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et l'Emerging Africa & Asia Infrastructure Fund (EAIF). Équipée de plus de 73 000 panneaux solaires, elle produira environ

90 GWh d'électricité par an et permettra d'éviter l'émission de près de 39 000 t de CO₂. Le projet a généré environ 600 emplois durant sa phase de construction et devrait créer plus de 230 emplois en phase d'exploitation. Il s'inscrit dans la stratégie nationale visant à porter la part des énergies renouvelables à 36,3 % du mix électrique à l'horizon 2035 et à développer une capacité solaire de 1 300 MW d'ici 2037.

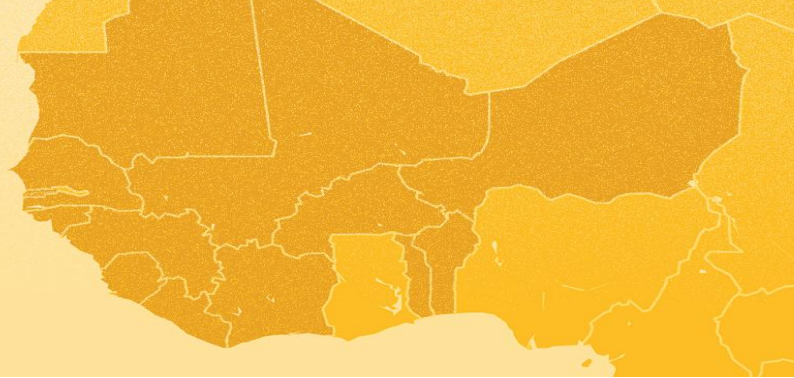
Gambie

Approbation de la 5^e revue de la FEC et la 2^e revue de la FRD

Le 6 juillet 2026, le Conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la 5^{ème} revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et la 2^{ème} revue de l'accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), permettant le décaissement d'environ 16,6 M DTS (22,5 M USD) en faveur de la Gambie. Le Conseil a également approuvé une extension de six mois des accords FEC et FRD, ainsi qu'une augmentation de l'accès au titre de la FEC, d'un montant de 12,4 M DTS (16,9 M USD), soit 20 % du quota. Ces aménagements visent à aider le pays à répondre aux besoins de financements additionnels liés au conflit au Moyen-Orient et à accorder davantage de temps pour mettre en œuvre des réformes climatiques complexes. Le FMI prévoit une croissance de 4,7 % en 2026, contre 6 % en 2025, dans un contexte de pressions inflationnistes liées à la hausse des prix alimentaires et énergétiques. L'institution souligne que les perspectives demeurent favorables, mais exposées aux chocs climatiques et à l'impact négatif de la guerre au Moyen-Orient.

Mali

Adoption d'une loi de finances rectificative pour l'exercice 2026



Le 3 juillet 2026, le Conseil des ministres [a adopté](#) un projet de loi portant modification de la loi de finances 2026 afin d'intégrer des mesures nouvelles en matière de recettes, de dépenses et de trésorerie. Les recettes budgétaires sont révisées à 3 372,9 Md FCFA (5,1 Md EUR), soit une hausse de 10,3 %, principalement liée à l'amélioration du produit de la taxe ad valorem et à l'inscription des contributions aux fonds miniers aux comptes spéciaux du Trésor. Les dépenses budgétaires sont portées à 3 993,3 Md FCFA (6,1 Md EUR), soit une augmentation de 11,6 %, afin notamment de renforcer les opérations de sécurisation du territoire, d'accorder une subvention exceptionnelle à la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) et d'inscrire de nouvelles dépenses au titre des comptes spéciaux du Trésor. Le déficit budgétaire prévisionnel passe ainsi de 520,4 Md FCFA (793,3 M EUR) à 620,4 Md FCFA (945,8 M EUR).

Ratification des accords de prêts de la BAfD pour le projet Boucle 225 kV de Bamako

Le 2 juillet 2026, le Conseil national de transition [a ratifié](#) les accords de prêts convenus avec la Banque africaine de développement (BAfD) d'un montant total de 68,3 M USD, pour le financement partiel du projet "Boucle 225kV Nord de Bamako". Le projet représente un investissement global de 190 M USD financé conjointement par la BAfD (36,1 % du coût du projet), la Banque islamique de développement (32,9 %), la Banque ouest-africaine de développement (27,4 %) et l'Etat malien (3,6 %). Il prévoit la construction d'une ligne haute tension de 225kV, la création de deux postes électriques, l'extension de trois postes existants et le développement de réseaux de distribution afin de renforcer la sécurité de l'alimentation électrique de Bamako et de ses environs. Il permettra notamment de raccorder 10 000 nouveaux foyers et petites entreprises. Le

lancement des travaux est prévu au troisième trimestre 2026.

Mauritanie

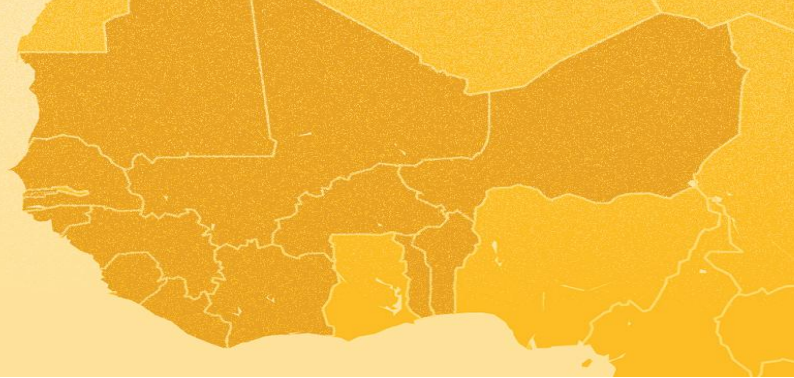
Attribution d'un permis d'exploitation à la société chinoise SD Mining pour la mine d'or de Ghabou

Le 24 juin 2026, le Conseil des Ministres [a adopté](#) un décret accordant à SD Mining Ghabou SA un permis d'exploitation aurifère dans la zone de Ghabou, située dans la wilaya du Guidimagha, à l'extrême sud de la Mauritanie. Le permis a été délivré après le paiement de 26,8 M MRU (environ 585 000 EUR) au titre des droits et redevances exigés par la réglementation minière. Le projet [devrait](#) générer entre 1 000 et 1 200 emplois directs et indirects, avec une priorité accordée au recrutement de la main-d'œuvre mauritanienne.

Niger

Inflation à -4,8 % en g.a en mai 2026

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation au Niger [s'est établi](#) à -4,8 % en glissement annuel (g.a) en mai 2026, contre -7,5 % le mois précédent. A noter que l'inflation mesurée par l'INS demeure négative depuis le mois d'avril 2025. La diminution du niveau général des prix en mai s'expliquerait essentiellement par la baisse observée dans les divisions "Produits alimentaires" (-10,4 % en g.a), "Services d'enseignement" (-15,7 % en g.a) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-3,2 % en g.a). Toutefois, il convient de relever la hausse significative des prix dans la division "Assurances et services financiers" (+10,5 % en g.a). Le recul des prix aurait ainsi été porté aussi bien par les produits locaux (-2,9 %) que ceux importés (-7,7 %).



Sénégal

La BERD ouvre un bureau à Dakar et signe un accord de financement de 15 M EUR avec Ecobank Sénégal

Le 9 juillet 2026, la présidente de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) [a inauguré](#) le premier bureau de l'institution à Dakar lors de sa première visite officielle au Sénégal. En marge de l'inauguration, la BERD [a signé](#) avec Ecobank Sénégal une ligne de financement du commerce extérieur de 15 M EUR, destinée à soutenir les opérations d'importation et d'exportation des entreprises sénégalaises, en particulier les PME. Le dispositif repose sur l'émission de garanties auprès de banques confirmatrices pour atténuer les risques commerciaux et politiques de non-paiement.

La BNDE affiche un bilan record de 1,3 Md EUR en 2025

Le 7 juillet 2026, le directeur général de la Banque nationale pour le développement économique (BNDE) [a présenté](#) ses résultats de l'année 2025. Le total du bilan a atteint 855 Md FCFA (1,3 Md EUR), en progression de 22 % sur un an. Le produit net bancaire a progressé de 14 % et le résultat net s'est établi à 5,6 Md FCFA (8,5 M EUR), meilleur résultat depuis la création de la banque en 2014. Deuxième institution la mieux capitalisée du pays avec 52 Md FCFA (79,3 M EUR) de capital, détenu à 95 % par l'État, la BNDE a souscrit à hauteur de 190 Md FCFA (289,7 M EUR) aux émissions du marché financier sous-régional entre 2025 et 2026.

Sierra Leone

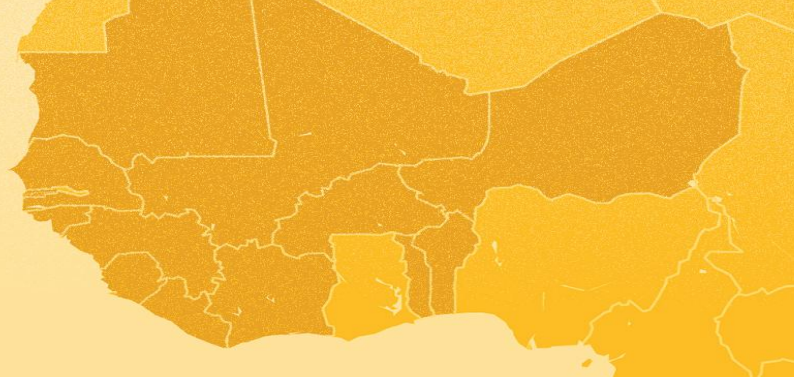
Publication du rapport sur la stabilité financière pour 2025

La Banque Centrale de Sierra Leone (BSL) a récemment [publié](#) son rapport sur la stabilité financière du pays pour l'année 2025, évaluant la résilience et les vulnérabilités du système financier dans un contexte mondial incertain. La croissance économique s'est établie à 4,4 %, portée par l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services. L'inflation a nettement reculé, passant de 7,1 % en glissement annuel en juin 2025 à 4,4 % en décembre 2025, ce qui a conduit le Comité de politique monétaire à abaisser son taux directeur de 3 points de pourcentage en septembre 2025, de 21,8 % à 18,8 %. La qualité des actifs s'est améliorée, avec un taux de créances douteuses en baisse de 8,9 % en 2024 à 8 % en 2025, bien que des concentrations sectorielles persistent, notamment dans l'agriculture (21 %) et les industries extractives (20,6 %). Le secteur bancaire affiche par ailleurs une solide capitalisation et une bonne liquidité, avec un ratio de liquidité de 116,9 % et un ratio d'adéquation des fonds propres de 41,8 %, au-dessus des minimums réglementaires (respectivement 34 % et 15 %). En revanche, la rentabilité s'est dégradée, le bénéfice avant impôt reculant de 43,1 % en 2025.

Togo

Le Togo intègre la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure

Selon la classification annuelle publiée par la Banque mondiale le 1^{er} juillet 2026, le Togo [quitte](#) la catégorie des pays à faible revenu pour rejoindre celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, sur la base de son revenu national brut (RNB) par habitant calculé pour 2025. Le pays devient ainsi le 4^e membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à appartenir à cette catégorie, après la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin. Ce changement [résulte](#) principalement de la révision à la baisse (-11,7 %) de l'estimation



de la population, suite aux résultats publiés du recensement 2022 ; et dans une moindre mesure de la dynamique de croissance, estimée à environ 6 % en 2025 par le Fonds monétaire international (FMI).

Bilan de la coopération allemande en matière de développement

L'Allemagne est le premier partenaire bilatéral du Togo en matière de développement, avec un portefeuille estimée à 555,7 M EUR, selon un [bilan présenté par la Présidence du Conseil](#). La coopération allemande [s'aligne](#) sur les priorités

définies dans la Feuille de route gouvernementale "Togo 2025" et concentre ses engagements sur (i) le développement économique durable et la formation professionnelle, (ii) la transformation agro-industrielle, (iii) la décentralisation et la bonne gouvernance financière et (iv) le renforcement du système sanitaire, de la santé reproductive et la prévention des pandémies. L'Allemagne figure parmi les principaux acteurs de l'Equipe Europe au Togo et contribue à la programmation conjointe de l'Union européenne pour la période 2021-2027.

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)